

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-ter N. 24

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

56^a Sessione ordinaria
(Parigi, 2-4 giugno 2009)

Raccomandazione n. 835 ⁽²⁾

Sulle nuove prospettive di cooperazione in materia di politica estera e di sicurezza tra l'UE e gli USA – Replica al rapporto annuale del Consiglio ⁽³⁾

Trasmessa il 1^o luglio 2009

L'ASSEMBLÉE,

(i) Se félicitant que l'élection de Barack Obama en tant que 44^e Président des Etats-Unis ait fait souffler un vent de changement sur les relations internationales et convaincue qu'elle a ouvert de nouvelles perspectives à la coopération transatlantique en matière de politique étrangère et de sécurité;

(ii) Sachant qu'il sera indispensable de tirer le meilleur parti de ces opportu-

nités dans le contexte d'une crise financière et économique qui va absorber le temps et l'énergie des décideurs politiques;

(iii) Rappelant que les gouvernements, parlementaires et citoyens du monde entier ont accordé un intérêt exceptionnel aux élections présidentielles aux Etats-Unis, mais sachant aussi que le nouveau Président, qui rend compte uniquement au peuple américain, continuera de défendre les intérêts de ce pays;

(iv) Notant que les premières décisions de politique étrangère prises par le nouveau Président rencontrent, pour bon nombre d'entre elles, les préoccupations exprimées de longue date par les pays européens;

⁽²⁾ Adoptée par l'Assemblée le 2 juin 2009, au cours de sa 1^{ère} séance plénière.

⁽³⁾ Exposé des motifs: voir rapport présenté au nom de la Commission politique par M. Jordi Xuclà i Costa (Espagne, Groupe libéral), Document 2040.

(v) Se félicitant que l'administration des Etats-Unis ait adopté un ton et un style nouveaux, ce qui dénote un regain de confiance vis-à-vis des institutions multilatérales et une plus grande disposition à écouter et consulter les Européens;

(vi) Exhortant les Européens à faire preuve d'une plus grande unité, à assumer une plus grande part de responsabilité et à agir avec plus de détermination, jouant ainsi leur rôle à un moment unique qui doit permettre d'insuffler une nouvelle dynamique dans les relations entre les deux continents;

(vii) Sachant que pour faire face aux nombreux défis de politique étrangère et de sécurité qui se profilent, des changements s'imposent, qui ne concernent pas seulement les Etats-Unis;

(viii) Estimant qu'il revient en priorité à l'Europe d'offrir aux Etats-Unis le partenariat qui permettra de relever ces défis;

(ix) Prévoyant qu'une démarche fondée sur l'écoute et la consultation, donnant des résultats tangibles, renforcera le partenariat entre les Etats-Unis et l'Europe;

(x) Saluant l'examen entrepris par les Etats-Unis de leur stratégie vis-à-vis de l'Afghanistan et du Pakistan, dans la mesure où la situation dans cette région constitue une menace grave non seulement pour la paix et la sécurité régionales, mais aussi pour la paix et la sécurité mondiales, et concerne donc les Etats-Unis et l'Europe;

(xi) Rappelant la nécessité d'une approche globale en Afghanistan, ce qui implique une contribution européenne plus substantielle dans le domaine civil et un effort international plus soutenu sur le plan militaire;

(xii) Se réjouissant que la nouvelle administration veuille rétablir avec la Russie une relation privilégiant les résultats, notamment en matière de désarmement,

maîtrise des armements et nonprolifération;

(xiii) Estimant qu'il est utile d'établir un dialogue avec la Russie portant sur la proposition faite par le Président Medvedev d'améliorer l'architecture de sécurité existante en Europe sur la base du principe d'une sécurité égale pour tous, étant convaincue qu'un tel dialogue offrirait à l'UE et aux Etats-Unis la possibilité d'améliorer leurs relations avec la Russie, mais néanmoins consciente que l'invasion par la Russie de la Géorgie, la reconnaissance qui s'est ensuivie des provinces sécessionnistes, le dispositif militaire qu'elle y maintient et sa persistance à ne pas respecter ses engagements internationaux souscrits après le conflit, violent les principes mêmes qu'avait énoncés son Président;

(xiv) Estimant qu'il incombe à la Russie de réexaminer ses relations avec ses voisins, lesquelles sont marquées par l'absence de confiance, les soupçons et les tensions, par le poids de sa forte implication — qui n'est pas toujours constructive — dans les conflits dits gelés et par la manière dont elle conduit sa politique énergétique, notamment à l'égard de l'Ukraine et de la Moldova;

(xv) Saluant la prise de conscience par le nouveau Président de l'importance du conflit israélo-palestinien pour la paix et la stabilité dans l'ensemble de la région et pour la réputation des Etats-Unis dans le monde musulman;

(xvi) Préoccupée par l'extrême difficulté à relancer la recherche d'une paix et d'une stabilité durables au Moyen-Orient, tout en se félicitant de la participation croissante et positive des Etats et des institutions arabes;

(xvii) Préoccupée par l'absence de progrès dans les pourparlers de réconciliation engagés entre le Fatah et le Hamas sous l'égide de l'Egypte, en vue de mettre en place un gouvernement palestinien d'union nationale, indispensable pour

mener à bien la reconstruction de Gaza et les négociations de paix avec Israël;

(*xviii*) Encourageant la nouvelle administration à jouer un rôle nouveau, plus mesuré, qui facilite les négociations de paix entre toutes les parties concernées et garantisse les résultats approuvés d'un commun accord;

(*xix*) Se félicitant de ce que le gouvernement américain ait pris la décision de participer directement aux négociations internationales sur les activités nucléaires de l'Iran dans le cadre E3+3 et se montre plus disposé à entamer le dialogue avec l'Iran, mais déçue par la réaction hésitante de l'Iran et la tiédeur de l'accueil qu'il a réservé à ces initiatives, tout en restant préoccupée par la poursuite du développement des capacités de missiles balistiques de ce pays;

(*xx*) Saluant l'annonce faite par le Président Obama de fermer le centre de détention de Guantanamo Bay et d'interdire les méthodes d'interrogatoire illicites;

(*xxi*) Prenant note de l'appel lancé par la nouvelle administration à l'Europe afin qu'elle l'aide à offrir aux détenus de la prison de Guantanamo des perspectives nouvelles;

(*xxii*) Notant la nécessité de reprendre le dialogue entre l'UE et les Etats-Unis sur les libertés civiles et les valeurs juridiques et d'aborder la question des mesures de lutte contre le terrorisme sujettes à controverse;

(*xxiii*) Rappelant la nécessité d'élaborer des règles communes applicables aux interventions de gestion de crise et aux missions d'application de la loi qui associent les actions de combat à celles de maintien de l'ordre,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES PAYS DE L'UEO, EN TANT QUE MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE

1. A mettre au point une réponse politique européenne commune aux ou-

vertures du Président des Etats-Unis qui refléterait une plus grande unité, la volonté d'assumer une plus grande part de responsabilité et l'ambition d'agir avec plus de détermination;

2. A inviter les Etats-Unis à reconnaître la valeur d'une réponse cohérente, coordonnée et commune de l'Europe, en particulier dans le domaine de la politique étrangère, de sécurité et de défense, et à confirmer qu'ils sont vraiment intéressés par l'établissement de relations directes avec l'UE en démontrant leur volonté de trouver un nouvel équilibre entre les liens bilatéraux avec chacun de leurs alliés européens et les relations avec l'UE en tant qu'entité régionale;

3. A élaborer une nouvelle stratégie commune UE-Etats-Unis afin de mener une action conjointe au sein des structures existantes et naissantes de gouvernance mondiale telles que, par exemple, le G20;

4. A préparer le terrain en vue d'un dialogue ouvert, qui associe tous les pays euro-atlantiques désireux d'y participer, sur les moyens de perfectionner l'architecture de sécurité européenne existante et les mesures nouvelles pour établir la confiance et la transparence mutuelles tout en préservant le lien transatlantique;

5. A augmenter considérablement la contribution de l'Europe dans le domaine civil en Afghanistan et à y maintenir une présence militaire accrue aussi longtemps qu'il le faudra après les élections présidentielles;

6. A placer les relations entre l'UE et le Pakistan sur de nouvelles bases, en vue de renforcer les liens commerciaux et de réformer les institutions civiles et de sécurité du pays, de renforcer sa capacité de lutter contre le terrorisme et de protéger ses installations nucléaires;

7. A réexaminer la stratégie de l'Europe vis-à-vis du Moyen-Orient de manière à pouvoir soutenir pleinement l'effort en cours pour instaurer une trêve entre Gaza et Israël dans le cadre d'un processus

graduel conduisant à une paix durable et associant toutes les parties intéressées;

8. A s'efforcer d'améliorer les conditions de vie de la population de Gaza, de développer l'infrastructure économique et commerciale de la Cisjordanie et de faire face à l'évolution démographique;

9. A poursuivre activement leurs contacts avec le gouvernement iranien en vue de promouvoir les propositions E3+3 sur la coopération dans le domaine nucléaire civil, tout en ne laissant planer aucun doute quant à leur capacité d'imposer des sanctions plus lourdes si nécessaire;

10. A montrer qu'ils sont disposés à tenter d'établir des relations plus larges avec l'Iran, basées sur le respect mutuel et les intérêts communs et tenant compte de l'importance stratégique de ce pays dans la région;

11. A entamer un dialogue avec les Etats-Unis sur les libertés civiques et les

valeurs juridiques afin de fixer de nouvelles normes pour le traitement des hommes et des femmes capturés au cours d'opérations de gestion de crise, y compris les opérations de lutte contre le terrorisme et la piraterie;

12. A accélérer la mise au point d'une réponse européenne commune et positive à la demande formulée par les Etats-Unis d'accepter d'anciens détenus de Guantanamo;

13. A étudier d'autres perspectives de coopération entre l'UE et les Etats-Unis dans le domaine de la politique étrangère, permettant de réaliser des avancées en ce qui concerne la mise en oeuvre des objectifs de développement du Millénaire, l'amélioration des capacités de gestion de crise de l'Union africaine et le renforcement de la gouvernance, le développement social et économique et la cohésion régionale dans les Balkans occidentaux.

N. B. Traduzione non ufficialeRisoluzione n. 835 ⁽²⁾

Sulle nuove prospettive di cooperazione in materia di politica estera e di sicurezza tra l'UE e gli USA – Replica al rapporto annuale del Consiglio ⁽³⁾

L'ASSEMBLEA,

(i) *Accogliendo con favore* la ventata di cambiamenti in materia di relazioni internazionali, provocata dall'elezione di Barack Obama a 44° Presidente degli Stati Uniti, e convinta del fatto che tale elezione abbia aperto nuove opportunità alla cooperazione transatlantica in materia di politica estera e di sicurezza;

(ii) *Consapevole* del fatto che sarà fondamentale sfruttare al meglio tali opportunità, a fronte di una crisi finanziaria e economica che assorbirà il tempo e l'energia dei politici;

(iii) *Ricordando* che i governi, i parlamentari e i cittadini di tutto il mondo hanno mostrato un fortissimo interesse per le elezioni presidenziali negli Stati Uniti, ma consapevoli del fatto che il nuovo Presidente, che risponde delle proprie azioni unicamente al popolo americano, continuerà a difendere gli interessi del suo Paese;

(iv) *Considerando* che molte delle decisioni iniziali di politica estera assunte

dal nuovo Presidente sono rivolte direttamente a preoccupazioni che i Paesi europei nutrono da tempo;

(v) *Accogliendo con favore* il fatto che l'amministrazione Obama ha adottato un tono e uno stile nuovi, mostrando rinnovata fiducia nelle istituzioni multilaterali e una maggiore predisposizione ad ascoltare e a consultarsi con il popolo europeo;

(vi) *Esortando* gli Europei a dare prova di maggiore unità, ad assumersi più responsabilità e ad agire con più determinazione, al fine di svolgere il proprio ruolo in un momento importante che offre l'opportunità di creare una nuova dinamica nelle relazioni transatlantiche;

(vii) *Consapevole* del fatto che, a fronte delle numerose sfide di politica estera e di sicurezza che si profilano, l'imperativo del cambiamento non può riguardare solo gli Stati Uniti;

(viii) *Considerando* che è soprattutto l'Europa che può offrire agli Stati Uniti quell'alleanza che consentirà di raccogliere tali sfide;

(ix) *Prevedendo* che un approccio basato sull'ascolto e sulla consultazione, che produca risultati tangibili, rafforzerà il partenariato degli USA con l'Europa;

(x) *Accogliendo con favore* l'esame intrapreso dagli USA della propria strategia in merito all'Afghanistan e al Pakistan,

⁽²⁾ Adottata dall'Assemblea il 2 Giugno 2009 nella 1^a seduta.

⁽³⁾ Motivazione: vedi rapporto presentato a nome della Commissione politica da parte dell'On. Jordi Xuclà i Costa (Spagna, Gruppo liberale), Documento 2040.

ritenendo che la situazione nella regione costituisce una seria minaccia non soltanto per la pace e la sicurezza a livello non solo regionale ma anche globale e riguarda, dunque, gli Stati Uniti e l'Europa;

(xi) *Ricordando* che la necessità di un approccio globale in Afghanistan richiede un contributo europeo notevolmente maggiore in ambito civile e un intenso impegno militare a livello internazionale;

(xii) *Accogliendo con favore* la volontà della nuova amministrazione di ristabilire con la Russia una relazione orientata sui risultati, in particolare in materia di disarmo, controllo degli armamenti e non proliferazione;

(xiii) *Considerando* l'utilità di un dialogo con la Russia, che verta sulla proposta del Presidente Medvedev di migliorare la struttura della sicurezza esistente in Europa sulla base del principio dell'uguale sicurezza per tutti, nella convinzione che tale dialogo offra all'UE e agli USA l'opportunità di migliorare le relazioni con la Russia, ma consapevole del fatto che l'invasione della Georgia da parte della Russia, il suo successivo riconoscimento delle regioni scissioniste, il rafforzamento delle proprie postazioni militari in territorio georgiano e la persistenza nel non rispettare gli impegni internazionali presi in seguito al conflitto violino i principi stessi enunciati dal Presidente;

(xiv) *Considerando* che Mosca ha il compito di rivedere le proprie relazioni con i Paesi vicini, le quali sono segnate da una mancanza di fiducia, dal sospetto e dalla tensione e offuscate dal peso del coinvolgimento, non sempre costruttivo, della Russia nei conflitti « congelati », nonché dal modo di condurre la politica energetica, in particolare nei confronti dell'Ucraina e della Moldavia;

(xv) *Accogliendo con favore* la presa di coscienza da parte del nuovo Presidente dell'importanza decisiva del conflitto israelo-palestinese per la pace e la stabilità in tutta la regione e per la reputazione degli Stati Uniti nel mondo musulmano;

(xvi) *Preoccupata* dall'estrema difficoltà incontrata nel rilanciare il processo per una pace e una stabilità durature in Medio Oriente, ma apprezzando l'impegno positivo e crescente degli Stati e delle istituzioni arabi;

(xvii) *Preoccupata* dal mancato progresso nell'ambito dei negoziati di riconciliazione tra Fatah e Hamas, che hanno visto la mediazione dell'Egitto, volti a istituire un governo palestinese di unità nazionale, indispensabile per la ricostruzione di Gaza, nonché per i negoziati di pace con Israele;

(xviii) *Esortando* la nuova amministrazione USA a svolgere un ruolo nuovo, più equilibrato, che favorisca i negoziati di pace tra tutte le parti coinvolte e garantisca i risultati precedentemente concordati;

(xix) *Accogliendo* con favore la decisione del governo americano di partecipare direttamente ai negoziati internazionali sulle attività nucleari dell'Iran in ambito « E 3 più 3 » e la maggiore predisposizione al dialogo con l'Iran, ma delusa dalla reazione esitante e dall'atteggiamento poco entusiasta di quest'ultimo nei confronti di tali iniziative e preoccupata dall'ulteriore sviluppo di capacità dei missili balistici iraniani;

(xx) *Accogliendo con favore* l'annuncio da parte del Presidente Obama della chiusura del centro di detenzione di Guantanamo Bay e della proibizione dei metodi di interrogatorio illeciti;

(xxi) *Considerando* l'appello lanciato dalla nuova amministrazione all'Europa affinché contribuisca ad offrire ai detenuti di Guantanamo un nuovo futuro,

(xxii) *Considerando* la necessità di rinnovare il dialogo tra UE e USA sulle libertà civili e i valori giuridici e di affrontare la questione delle controverse misure per la lotta al terrorismo;

(xxiii) *Richiamando* la necessità di elaborare regole comuni tra gli USA e i suoi alleati, che siano valide per gli inter-

venti di gestione delle crisi e le operazioni di polizia e che combinino la necessità di sferrare un'offensiva con quella di svolgere azione di ordine pubblico;

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI INVITARE I PAESI DELL'UEO, IN QUANTO MEMBRI DELL'UNIONE EUROPEA, A

1. Elaborare una risposta politica europea comune all'apertura del Presidente degli Stati Uniti, che rifletta una maggiore unità, la volontà di assumersi più responsabilità e l'ambizione di agire con più determinazione;

2. Invitare gli Stati Uniti a riconoscere il valore di una risposta coerente coordinata e comune, in particolare nell'ambito della politica estera, di sicurezza e di difesa, e a confermare un sincero interesse per le relazioni dirette tra l'UE e gli USA, mostrando la propria volontà di trovare un nuovo equilibrio tra i legami bilaterali con ciascuno degli alleati europei e le relazioni con l'UE come entità regionale;

3. Elaborare una strategia comune tra UE e USA per un'azione congiunta, nell'ambito dei forum esistenti ed emergenti, per un governo globale quale, ad esempio, il G20;

4. Prepararsi ad un dialogo aperto, che coinvolga tutti i paesi euro-atlantici interessati, e che verta sulle modalità per migliorare l'attuale architettura di sicurezza europea e le nuove misure volte a stabilire una fiducia e una trasparenza reciproche, mantenendo il legame transatlantico;

5. Accrescere notevolmente l'impegno dell'Europa per l'azione civile in Afghanistan mantenendovi, inoltre una maggiore presenza militare, in seguito alle elezioni presidenziali, fino a quando sarà ritenuto necessario;

6. Conferire alle relazioni tra Unione europea e Pakistan una nuova impronta, con l'obiettivo di rafforzare i rapporti commerciali, riformare le istituzioni civili e di

sicurezza del Paese e accrescere la sua capacità di lotta al terrorismo e di messa al sicuro delle proprie installazioni nucleari;

7. Rivedere la strategia europea in Medio Oriente, al fine di sostenere pienamente l'attuale impegno volto a stabilire una tregua tra Gaza e Israele, come parte di un graduale processo che conduca a una pace duratura nella quale siano coinvolte tutte le parti interessate;

8. Adoperarsi per migliorare le condizioni di vita della popolazione di Gaza, sviluppare le infrastrutture economiche e commerciali della Cisgiordania e affrontare la questione degli sviluppi demografici;

9. Utilizzare pienamente i propri contatti con il governo iraniano per promuovere le proposte del gruppo E3+3 sulla cooperazione nel settore del nucleare civile, non lasciando però dubbi in merito alla capacità di imporre sanzioni più pesanti, laddove ciò si renda necessario;

10. Essere pronti a cercare un rapporto più globale con l'Iran, basato sul rispetto reciproco, su interessi condivisi e sull'importanza strategica dell'Iran nella regione;

11. Lanciare un dialogo con gli Stati Uniti sulle libertà civili e i valori giuridici, al fine di mettere a punto nuovi standard sul trattamento delle donne e degli uomini catturati nel corso di operazioni di gestione delle crisi, incluse le operazioni di lotta al terrorismo e alla pirateria;

12. Accelerare il processo di individuazione di una risposta europea comune e affermativa alla richiesta avanzata dagli Stati Uniti affinché l'Europa accolga ex detenuti di Guantanamo Bay;

13. Valutare ulteriori possibilità di cooperazione tra UE e Stati Uniti in materia di politica estera, anche in merito al raggiungimento degli Obiettivi di Sviluppo del Millennio, l'incremento delle capacità di gestione delle crisi dell'Unione Africana e il rafforzamento del buon governo, dello sviluppo socio-economico e della coerenza regionale nei Balcani occidentali.